



UNITE DE COORDINATION DES SUBVENTIONS DU
FONDS MONDIAL ET DES PARTENAIRES DE LA LUTTE
CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

COORDINATION UNIT OF THE GLOBAL FUND
AND PARTNERS GRANTS FOR FIGHT AGAIN
AIDS, TUBERCULOSIS AND MALARIA

AVIS DE DEMANDE DE COTATION
N° MB-298 /DC/MINSANTE/SG/UCS/FMP/CNLS/CSPM/2025 DU 21 AOUT 2025
POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS NUMERIQUES POUR LA DIGITALISATION
DE LA SURVEILLANCE FONDEE SUR LES EVENEMENTS (SFE) A LA DIRECTION DE
LUTTE CONTRE LA MALADIE LES EPIDEMIES ET LES PANDEMIES (DLMEP)

1- Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de la réalisation des activités sous financement de la Subvention du Fonds Mondial C19RM, le Ministre de la Santé Publique lance une Demande de Cotation pour l'acquisition des équipements numériques pour la digitalisation de la Surveillance Fondée sur les Evénements (SFE).

2- Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements informatiques et/ou logiciels informatiques suivants :

- ✓ 5 Ecrans de projection et de collaboration
- ✓ 10 Câble HDMI
- ✓ 1 Disque dur de stockage SSD 8 To,
- ✓ 2 Ecrans de visualisation interactifs,
- ✓ 2 Licence Windows Server 2019 Datacenter (Serveur Web et Base de données)
- ✓ 1 Licence Windows Server 2021 Datacenter,
- ✓ 2 Kit de visioconférence Logitech,
- ✓ 5 onduleurs,
- ✓ 35 Pack Activation Microsoft Office,
- ✓ 35 Pack antivirus Kaspersky Internet Security,
- ✓ 15 Rallonge Electrique,
- ✓ 1 serveur,
- ✓ 1 système d'exploitation serveur physique,
- ✓ 1 MS Windows Server 2016 Standard
- ✓ L'Installation du matériel et configuration du serveur,
- ✓ La Configuration des tableaux de bord et projection en continu sur écran

3- Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte à égalité de concurrence aux prestataires installés au Cameroun, spécialisés dans le domaine de la fourniture du matériel informatique et répondant aux critères de qualification indiquées dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4- Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation sont financées par la Subvention du Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme – C19RM pour la partie hors taxes et le Budget de l'Etat de l'exercice 2025 pour la partie des taxes.

5- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est celui hors ligne.

6- Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le Dossier de Demande de Cotation peut être consulté aux jours et heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7- Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé Tél./Fax : 222 2210 21, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.

La copie de ladite quittance sera déposée au lieu du retrait du Dossier de Consultation et portera les coordonnées du soumissionnaire.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

8- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt millions cent quarante-sept mille cinq cent (20 147 500) de F CFA hors taxes, soit vingt-quatre millions vingt-cinq mille huit cent quatre-vingt-quatorze (24 025 894) F CFA Toutes Taxes Comprises.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée, datée, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 de la Demande de Cotation dont le montant s'élève à quatre cent quatre-vingt mille francs (480 000) francs CFA accompagné du récépissé de dépôt de consignation de la CDEC.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Remise des Cotations

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra être déposée au Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé au plus tard le 25 SEPT 2025 à 13 heures heure locale sous enveloppe adressée au Maître d'Ouvrage avec la mention :

DE-288

DEMANDE DE COTATION

N°

/DC/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CNLS/CSPM/2025 DU 1 AOUT 2025

POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS NUMERIQUES POUR LA DIGITALISATION DE LA SURVEILLANCE FONDEE SUR LES EVENEMENTS (SFE) A LA DIRECTION DE LUTTE CONTRE LA MALADIE LES EPIDEMIES ET LES PANDEMIES (DLMEP)

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

11- Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en un temps et aura lieu le 25 SEPT 2025 à 14 heures heure locale par la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du CNLS dans la salle de réunions de ladite Commission sise au premier étage de l'immeuble Ex-PSFN à proximité de la Croix-Rouge Camerounaise.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12- Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- ✓ Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- ✓ Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- ✓ Les plis non-conformes au mode de soumission.
- ✓ les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- ✓ Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13- Critères d'évaluations

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

13.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de la cotation du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

1. Absence et/ou non-conformité de la caution de soumission datée, timbrée et acquittée à la main à l'ouverture des plis et délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics accompagnée du récépissé de consignation de la CDEC ;
2. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
3. Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
4. Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés publics au cours des trois dernières années (2024, 2023 et 2022) ;
5. Absence de la charte d'intégrité dûment remplie, signée cachetée et datée
6. Absence déclaration d'engagement de respect des clauses environnementales et sociales remplies, signée, cachetée et datée,
7. Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière,
8. Non-respect d'au moins 6 critères essentiels sur 8 ;
9. Absence de la lettre de soumission.
10. Non-respect du mode de soumission et du format des fichiers
11. Non-conformité à 100 % des spécifications techniques majeurs,

13.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de la Demande de Cotation. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Pour qu'un critère essentiel soit validé, il faut que tous ses sous critères soient validés

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

1. la présentation de l'offre ;
2. les références du soumissionnaire ;
3. le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
4. la capacité financière d'un montant de dix millions (10 000 000) de F CFA ;
5. la qualification et l'expérience du personnel ;
6. Preuve d'acceptation des conditions de la Lettre Commande ;
7. le délai de livraison,
8. Non-conformité à 80 % des spécifications techniques mineurs,

14- Délai prévisionnel d'exécution et lieu de livraison

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de trente (30) jours à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des prestations.

15- Le lieu de livraison

Le lieu de livraison est la Direction de Lutte contre la Maladie, les Epidémies et des Pandémies (DLMEP) du Ministère de la Santé Publique à Yaoundé.

16- Tranches/Allotissement

Les prestations de la présente Demande de Cotation ne sont pas alloties.

17- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Comité National de Lutte contre le SIDA situé à côté de l'école publique Camp Bové à Yaoundé. Ils peuvent également être obtenus à l'Unité de Coordination des Subventions du Fonds Mondial et des partenaires la Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, sis au premier étage de l'immeuble Ex-PSFN situé à côté de l'Immeuble de la Santé ; Tél : 650 84 87 45 / 696 98 40 22 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du Ministère de la Santé Publique au numéro-222 230 468/222 2210 21 et de l'ARMP au numéro 222 201 803.

Copies :

- ✓ Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ✓ ARMP
- ✓ Maître d'Ouvrage ;
- ✓ Président CSPM/CNLS
- ✓ Affichage -chrono (pour information/publication)

Fait à Yaoundé, le 21 AOÛT 2025
Le Ministre de la Santé Publique

Dr. *Manooula Malach*



UNITE DE COORDINATION DES SUBVENTIONS DU
FONDS MONDIAL ET DES PARTENAIRES DE LA LUTTE
CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

COORDINATION UNIT OF THE GLOBAL FUND
AND PARTNERS GRANTS FOR FIGHT AGAINST
AIDS, TUBERCULOSIS AND MALARIA

143-298 REQUEST FOR QUOTATION NOTICE
No. 143-298 /RFQ/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CIPM/EPM/2025 of 21 AOUT 2025
FOR THE SUPPLY OF DIGITAL EQUIPMENT FOR THE DIGITALIZATION
OF EVENT-BASED SURVEILLANCE (EBS) AT THE DIRECTORATE FOR THE CONTROL
OF DISEASES, EPIDEMICS AND PANDEMICS (DLMEP)

1- Subject of the Request for Quotation

As part of the implementation of activities funded by the Global Fund C19RM Grant, the Minister of Public Health is launching a Request for Quotation for the supply of digital equipment for the digitalization of Event-Based Surveillance (EBS).

2- Scope of Service

The services covered by this Request for Quotation include the supply, installation, commissioning, and maintenance during the warranty period of the following IT equipment and/or software:

- ✓ 5 projection and collaboration screens
- ✓ 10 HDMI cables
- ✓ 1 SSD storage hard drive, 8 TB
- ✓ 2 interactive display screens
- ✓ 2 Windows Server 2019 Datacenter licenses (Web Server and Database)
- ✓ 1 Windows Server 2021 Datacenter license
- ✓ 2 Logitech video conferencing kits
- ✓ 5 uninterruptible power supplies (UPS)
- ✓ 35 Microsoft Office activation packs
- ✓ 35 Kaspersky Internet Security antivirus packs
- ✓ 15 power extension cords
- ✓ 1 server
- ✓ 1 physical server operating system
- ✓ 1 MS Windows Server 2016 Standard
- ✓ Installation of the equipment and server configuration
- ✓ Configuration of dashboards and continuous projection on screen.

3- Participation and origin

Participation in this Request for Quotation is open on equal terms to all service providers established in Cameroon, specializing in the supply of computer equipment and meeting the qualification requirements set forth in this Request for Quotation Document.

4- Financing

The services covered by this Request for Quotation are financed by the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – C19RM Grant for the tax-exempt portion, and by the State Budget of the 2025 financial year for the taxable portion.

5- Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is offline.

6- Consultation of the Request for Quotation File

The Request for Quotation File may be consulted on working days and during working hours at the Secretariat of the Public Procurement Department of MINSANTE, located in the Health Building near the headquarters of the Cameroon Red Cross. It can also be consulted online on the COLEPS platform at

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arnp.cm).

7- Acquisition of the Request for Quotation file

The physical version of the file may be obtained from the Secretariat of the Public Procurement Department of MINSANTE, located at the Health Building near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé Tel/Fax: 222 2210 21, as soon as this notice is published, on presentation of the original receipt for payment to the Public Treasury of the non-refundable sum of twenty thousand (20,000) CFA francs.

The copy of the said receipt shall be deposited at the place of withdrawal of the Consultation File and shall bear the tenderer's contact details.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) file by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is subject to payment of the purchase price for the Request for Quotation file.

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation, based on preliminary studies, is twenty million one hundred forty-seven thousand five hundred (20,147,500) CFA francs, excluding taxes, i.e., twenty-four million twenty-five thousand eight hundred ninety-four (24,025,894) CFA francs, all taxes included.

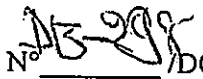
9- Bid bond

Each bidder must include in their administrative documents a stamped, dated, and manually signed bid security issued by a banking or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees in public procurement. The list of such institutions is provided in Appendix 10 of the Request for Quotation File (RFQ). The amount of the bid security is four hundred eighty thousand (480,000) CFA francs and must be accompanied by the deposit receipt from the CDEC.

Failure to submit a bid security issued by a first-class bank or a top-tier financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for public procurement shall result in the outright rejection of the bid. A bid security that is submitted but unrelated to the current consultation shall be deemed absent. Any bid security presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

10- Submission of Quotations

Tenders must be submitted exclusively electronically via the COLEPS platform to the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> no later than 1 p.m. local time on 25 SEPT 2025. The method of submission selected for this Request for Quotation is exclusively online. A back-up copy of the tenders recorded on three (03) USB keys must be sent to the Public Procurement Department (Tender Office) of the MINSANTE located at the Health Building near the Cameroon Red Cross in Yaoundé, tel: (237) 222 22 10 21, in a sealed envelope (two keys must contain the Administrative, Technical and Financial Offers, another USB key in a small envelope containing only the Financial Offer) with the mention:

 **REQUEST FOR CONTRIBUTION**
N° 13-298 /DC/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CIPM/EPM/Fa/2025 OF 21 AOUT 2025
**FOR THE SUPPLY OF DIGITAL EQUIPMENT FOR THE DIGITALIZATION OF EVENT-BASED
SURVEILLANCE (EBS) AT THE DIRECTORATE FOR THE CONTROL
OF DISEASES, EPIDEMICS AND PANDEMICS (DLMEP)**

‘NOT TO BE OPENED UNTIL THE VOTE HAS BEEN COUNTED’.

NB: Size and format of files

For online bidding, the maximum size of documents that will transit on the platform and representing the bidder's offer shall be the following:

- ✓ 5 MB for the Administrative file;
- ✓ 15 MB for the Technical Offer;
- ✓ 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- ✓ PDF format for text documents;

- ✓ JPEG for images.

(The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.)

11- Opening of bids

Tenders will be opened at one time on 25 SEPT 2025 at 2 p.m. local time by the MINSANTE Internal Contract Award Commission in the Commission's meeting room on the first floor of the Ex-PSFN building near the Cameroon Red Cross.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

On pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules for Quotation. They must be less than three (03) months old or have been drawn up after the date of signature of the Listing Notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

12- Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- ✓ Envelopes bearing information on the identity of the tenderer ;
- ✓ Bids submitted after the closing date and time for submission ;
- ✓ Bids non-compliant with the bidding mode ;
- ✓ Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender ;
- ✓ Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer in copies only ;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13- Evaluation criteria

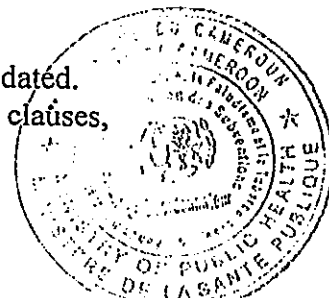
There are two types of assessment criteria: eliminatory criteria and essential criteria.

13.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They must not be scored. Failure to comply with these criteria will result in the tenderer's score being rejected.

The eliminatory criteria include:

1. Failure to produce within 48 hours a document in the administrative file that is missing or deemed to be non-compliant;
2. Absence or non-compliance of the stamped, manually signed, and dated bid security accompanied by the CDEC deposit receipt;
3. False declaration or falsification of documents ;
4. Technical score lower than 6 YES/8 of the essential criteria
5. Non-compliance with 100% of the majors technical specifications,
6. Absence of a declaration on honour not to abandon public contracts during the last three years (2024, 2023 and 2022);
7. Non-compliance with the tender file format
8. Absence of the integrity charter, duly completed, signed, sealed and dated.
9. Failure to complete, sign, seal and date the environmental and social clauses,



10. Absence of a quantified unit price in the financial offer,
11. Failure to comply with the prescribed bid submission method and file format.

13.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed.

It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on :

1. Presentation of the offer;
2. Bidder's references;
3. After-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff);
4. Financial capacity (access to a credit line or other financial resources, proof of financial solvency) of 10,000,000 CFA francs;
5. Qualification and experience of personnel;
6. Proof of acceptance of the terms and conditions of the Purchase Order;
7. Delivery time;
8. Failure to comply with at least 80% of the minor technical specifications;

14- Estimated execution period

The maximum delivery period stipulated by the project owner is thirty (30) days from the date of notification of the Service Order prescribing the start of the services.

15- Place of delivery

The delivery location is the Directorate for the Control of Diseases, Epidemics, and Pandemics of the Ministry of Public Health in Yaoundé.

16- Tranches/Allotment

The services covered by this Request for Quotation are not allotted.

17- Award

The project owner or the delegated project owner will award the order letter to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

18- Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their Quotations during 90 days from the deadline set for the submission of Quotations.

19- Additional information

Further information can be obtained during working hours from the Secretariat of the National AIDS Control Committee located next to the Camp Bové public school in Yaoundé. It can also be obtained from the Global Fund and Partners in the Fight against AIDS, Tuberculosis and Malaria Grants Coordination Unit, located on the first floor of the Ex-PSFN building next to the Immeuble de la Santé; Tel: 650 84 87 45 / 696 98 40 22 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20- Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of practices, facts or acts, attempted corruption or acts of malpractice, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Anti-Corruption Unit of the Ministry of Public Health on 222 230 468/222 2210 21 and ARMP on 222 201 803. Place and date of signature

Copies :

- ✓ Public Procurement Regulatory Authority (MINMAP)
- ✓ Public Procurement Regulatory Agency (ARMP)
- ✓ Contracting Authority
- ✓ Chairman of the Internal Procurement Committee
- ✓ Posting – Chrono (for information/publication)

Yaoundé, 21 AOUT 2025
The Minister for Public Health

Dr. *Mamaoula Maledieu*